

SPÉCIAL SAHARA MAROCAIN

Victoire diplomatique majeure auprès de l'ONU

[Page 3]



Photo : DR

**À LIRE ÉGALEMENT
DANS CE NUMÉRO**

- * La primauté, du plan d'autonomie présenté par le Maroc à l'ONU en 2007, confirmée par le Conseil de sécurité.....(Page 4)
- * Sahara ... La marche vers l'Humain.....(Page 5)
- * Au sujet de l'Institut Africain de Recherche en Agriculture Durable (ASARI) de Laayoune.....(Page 6)



@MCE_NET

Visitez notre Chaîne YouTube

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003

Distribution à Montréal et Rive-Sud
ainsi que dans la ville de Jeddah

© Les Éditions Maghreb Canada

@MCE_NET

Pour toute information ou pour nos commandes : EL FOULADI, Courriel : contact@elfouladi.com

D'un Continent à l'autre...

FORUM INCYBER CANADA 2025

La souveraineté numérique au cœur de la cyber-sécurité



Par **Ahcene Tahraoui**
(Montréal, Canada)

Le Palais des congrès de Montréal a abrité les 14 et 15 octobre derniers le Forum INCYBER Canada 2025. Près de 4 000 experts, décideurs, fournisseurs de solutions, représentants gouvernementaux et autres professionnels du domaine ont pris part à cette 3e édition pour débattre du thème « La souveraineté numérique au cœur de la cybersécurité ».

Cinq scènes thématiques dédiées aux débats et présentations techniques sur l'ensemble des champs de la cybersécurité et de la confiance numérique ont été mises en place. La scène principale qui a réuni de hauts représentants institutionnels et les grands décideurs du secteur a connu des débats fructueux autour des enjeux majeurs de la cybersécurité et du numérique. Les menaces pouvant cibler ce secteur d'activité.

Le progrès qu'a connu la cybersécurité, l'intelligence artificielle, le rôle des États dans cet environnement technologique étaient quelques thèmes abordés par les autres ateliers de réflexion. Les intervenants ont plaidé pour une coopération internationale collective précisant que la cybersécurité n'est pas seulement un sujet technique, mais un enjeu de souveraineté, d'économie et de stabilité démocratique.

Prenant la parole, la cheffe du Centre de la sécurité des télécommunications (CST), Caroline Xavier, a insisté sur la nécessité d'investir dans ce domaine technologique : « C'est un impératif de résilience nationale et économique. » a-t-elle soutenu, ajoutant que les organisations publiques et privées doivent se mettre au diapason de cette révolution numérique en veillant à la conformité réglementaire et en intégrant les principes du Security by design et de la formation continue.

Pour la dirigeante du CST, la cybersécurité n'est pas seulement cet ensemble

de moyens utilisés pour assurer la sécurité des systèmes et des données informatiques d'un État, d'une entreprise, etc. Elle constitue une composante de la sécurité nationale au même titre que la défense ou la santé publique. La résilience ne se décrète pas, elle s'anticipe et s'investit, dira-t-elle.

Gilles Bélanger, ministre québécois de la Cybersécurité et du Numérique, a évoqué les actions entreprises par les pouvoirs publics en matière de coopération locale et internationale afin de renforcer la défense du Canada dans ce domaine. Dans la même optique, le ministre a fait état de la signature, prochainement, d'un accord opérationnel avec le Centre de cybersécurité de Belgique, portant sur « le partage d'informations anonymisées, l'investigation numérique et les échanges de formation ».

Il s'est intéressé par ailleurs au sujet de l'heure, l'intelligence artificielle qui permet de nos jours aux machines d'effectuer des tâches typiquement associées à l'intelligence humaine,

ne, plaidant pour une gouvernance responsable de l'IA dans les administrations publiques.

L'intervention de Jacques Ramsay, Secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique a porté sur la souveraineté et la stabilité institutionnelle. « La cybersécurité n'est plus un sujet de niche : elle est fondamentale pour la souveraineté, l'économie et la stabilité. ».

Le représentant de la Pologne à ce forum a appelé au renforcement de la coopération entre l'Europe et l'Amérique du Nord. « La sécurité transatlantique ne se construira pas seule : à nous de mener le changement. » a-t-il plaidé.

Ce conclave des spécialistes de la communauté cybersécurité canadienne et internationale a pour objectifs de « répondre aux défis de la cybersécurité en abordant de manière décloisonnée l'ensemble des enjeux liés à la sécurité de l'espace numérique, améliorer la résilience des entreprises face aux menaces, dans un paysage numérique en plein bouleversement ».

Il s'agit également selon les initiateurs de cette rencontre scientifique de promouvoir un espace numérique de confiance, respectueux des valeurs ancrées au Canada. Selon des indications, seulement 12,9% des entreprises québécoises avaient un budget consacré à la cybersécurité en 2024. En 2025, 17,4% des entreprises prévoyaient de prendre de nouvelles mesures en cybersécurité ou prendre des mesures supplémentaires. À l'ère du travail en ligne aussi bien à domicile qu'en entreprises, des cybermenaces persistantes et sophistiquées continuent de se multiplier, mettant en péril la sécurité nationale et l'économie canadienne, alertent des spécialistes du domaine.



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke
© Les Éditions Maghreb Canada





ONU / CONSEIL DE SÉCURITÉ

Maroc / Sahara : Victoire diplomatique majeure auprès de l'ONU



Par **Said Charchira** (1)
(Düsseldorf, Allemagne)

Le Conseil de sécurité de l'ONU, dont les décisions font le droit international, a adopté le 31 octobre 2025 la résolution 2797 sur le Sahara marocain. Une décision historique entérinant le plan d'autonomie marocain comme cadre de règlement du différend sur le Sahara. Cette décision a marqué un tournant dans ce dossier. Avec cette décision, le conseil de sécurité de l'ONU voit dans l'autonomie proposée par le Maroc, une voie pragmatique pour sortir d'un conflit figé depuis cinq décennies.

En effet, pour la première fois depuis un demi-siècle, tout converge vers une seule issue : l'autonomie du Sahara sous souveraineté marocaine. On peut dire que, ce qui s'est passé au sein du conseil de sécurité ce 31 octobre n'est pas seulement une bataille de résolution, mais une recommandation diplomatique, qui change les équilibres régionaux.

A travers cette décision, le Maroc a remporté une victoire diplomatique majeure, qui conforte sa position sur la scène internationale. Désormais, le sort final du dossier est fixé. Il ne s'agit plus que d'autonomie sous souveraineté marocaine et non d'autodétermination qui n'est pas mentionné dans la résolution. C'est à dire, que toutes les négociations auront comme finalité l'autonomie sous souveraineté marocaine. C'est un changement d'approche au sein de l'ONU, où la recherche de stabilité régionale prime désormais sur les postures idéologiques du passé.

Il faut reconnaître, que le Maroc n'a pas attendu ce moment pour investir

dans ses provinces du Sud. Au contraire, depuis des décennies, il mène en parallèle deux batailles : La bataille du réel, qui consiste à consolider sa souveraineté, à construire des villes, des ports et à attirer des investisseurs, d'un côté. La bataille diplomatique, celle du droit international et de la légitimité, d'un autre côté. Avec la décision du 31 octobre, le Maroc ne fait aujourd'hui que récolter les fruits d'une politique étrangère cohérente, orientée vers la crédibilité et la stabilité.

Dans son discours, le soir-même du 31 octobre, le souverain fait preuve de modestie et déclare : « Le Maroc ne brandit pas ces changements comme un trophée et ne souhaite nullement attiser les antagonismes ou accentuer les divisions ». Le souverain réitère que la Patrie est indulgente et miséricordieuse et appelle : « nos frères dans les camps de Tindouf à saisir cette opportunité historique pour retrouver les leurs et jouir de la possibilité que leur offre l'Initiative d'autonomie de contribuer à la gestion des affaires locales. Il affirme solennellement que les Marocains, étant tous égaux, il n'y a pas de différence entre les personnes rentrées des camps de Tindouf et leurs frères installés dans le reste du territoire national ».

Le souverain rappelle également dans son discours, que le Maroc demeure attaché à la nécessité de parvenir à une solution qui sauve la face de toutes les parties, sans vainqueur, ni vaincu. Faisant preuve de sagesse, le souverain invite le Président Abdelmadjid Tebboune à un dialogue fraternel sincère entre le Maroc et l'Algérie, afin de dépasser les différends et jeter les bases de relations nouvelles fondées sur la confiance, la fraternité et le bon voisinage. En évoquant la relance de l'Union du Maghreb, sur la base du respect mutuel, de la coopération et de la complémentarité entre ses cinq Etats-membres, le souverain fait preuve d'une vision clairvoyante.

Quelques heures après le discours du souverain, Massad Boulos, envoyé spécial de Trump a salué la main tendue du roi du Maroc, avant d'ajouter une phrase lourde de sens : « nous comptons désormais sur la sagesse du président Teboune ». En diplomatie ce genre de phrase est un message codé. Une manière de dire au président Algérien que le monde

vous regarde, agissez.

De son côté, le porte-parole de l'union européenne a pris la parole pour saluer la décision du conseil de sécurité de l'ONU, avant de déclarer que l'UE s'aligne sur la position marocaine pour résoudre ce conflit. Cette phrase met fin à une position ambiguë jusque-là, qui essayait d'aménager les deux parties du conflit.

En affirmant dans son discours du 31 octobre qui constitue un tournant dans la diplomatie royale, qu'aujourd'hui le Maroc passe d'une transition de la défense de l'intégrité territoriale du royaume à la construction politique autour de cette même intégrité territoriale, le souverain annonce déjà des réformes.

D'ailleurs, il a déclaré dans le même discours, que : « dans le droit fil de la Résolution onusienne, le Maroc procédera à l'actualisation et à la formulation détaillée de la Proposition d'Autonomie en vue d'une soumission ultérieure aux Nations Unies. En tant que solution réaliste et applicable, elle devra constituer la seule base de négociation ».

Il me semble, que l'actualisation et la formulation détaillée de la Proposition d'Autonomie, implique obligatoirement le passage d'un système politique centralisé à un système fédéral complexe. Cela demande aussi une autre façon de gérer la chose publique, une gestion décentralisée, plus transparente et plus démocratique.

Car, dans le cadre de cette résolution, le monde entier aura un œil sur cette gestion, à commencer par les pays qui ont soutenus le Royaume. D'où la nécessité d'un débat national sur un Maroc fédéral et sur le rôle des partis politiques, des syndicats, de la société civile, y compris les Citoyens Marocains de l'Etranger, qui peuvent apporter beaucoup, puisqu'ils vivent et évoluent pratiquement tous dans des pays à système fédéral.

Un débat franc et sans tabous, sur la compétence des régions autonomes, la liberté d'expression et ses limites, la démocratie, l'approche participative l'assainissement du climat politique en libérant tous les détenus d'opinion, etc...

Il est évident que la révision de l'actuelle constitution pour la rendre compatible avec le fédéralisme, est une nécessité absolue.

© Une production

**LES ÉDITIONS
MAGHREB CANADA**

“D'un Continent à l'autre”

1485, rue des Roses
Sherbrooke (Qc) J1E 4J2
Canada.

ISSN 1708-8674

DÉPÔT LÉGAL: 2550843

**Directeur de Publication
et Rédacteur en Chef**

**Abderrahman EL FOULADI
INFORMATION / PUBLICITÉ**

Tél : 514-576-9067
Courriel : contact@elfouladi.com

CHRONIQUEURS

*Mustapha Bouhaddar, Écrivain
(France)*

*Abderrazaq Mihamou
(Maroc)*

*Pr. Moha Ennaji
(Maroc)*

*Ahcene Tahraoui, Journaliste,
(Canada)*

IMPRESSION

*Hebdo Litho, Saint-Léonard
(Montréal, Québec)*

**MAGHREB CANADA
EXPRESS (MCE)** est un mensuel édité et distribué au Canada depuis le 1^{er} Juillet 2003. Les éditions papier et (ou) numérique sont offertes gratuitement. Quand le journal est imprimé, il est distribué dans les commerces ainsi que dans des lieux publics à Montréal, Brossard, Laval et dans la ville de Sherbrooke.

(1) **Said Charchira** est :

- *Ex-professeur en Histoire politique*
- *Ancien directeur du Centre Européen de Recherche et d'Analyse sur la migration*
- *Auteur, acteur et observateur de la scène migratoire*
- *E-Mail : charchira@gmx.net
Site : www.charchira.com*

Un mois au Maghreb...



MAROC / SAHARA

La primauté, du plan d'autonomie présenté par le Maroc à l'ONU en 2007, confirmée par le Conseil de sécurité



Par **Abderrazaq MIHAMOU**
(Expert Digital et Chroniqueur)

Un tournant historique dans le dossier du Sahara : Ce vendredi 31 octobre 2025, au siège des Nations Unies, le Conseil de sécurité a adopté sa résolution 2797/2025 sur la question, résolution qui marque un basculement majeur. Pour la première fois avec une telle clarté, le plan d'autonomie sous souveraineté marocaine est placé au cœur du processus politique visant une solution définitive. Ainsi, après des décennies de statu quo, la dynamique change de camp.

Un vote qui parle de lui-même : 11-0-3

Le verdict est net : 11 voix pour, 0 contre, 3 abstentions et un membre du conseil (L'Algérie) qui n'a pas participé au vote. Cette photographie du vote raconte une histoire simple et puissante. Sans opposition, et avec une large majorité parmi les 15 membres, le Conseil valide une lecture devenue dominante dans la communauté internationale : l'initiative marocaine est « sérieuse et crédible » et s'impose comme le socle incontournable des pro-

chaines étapes.

L'absence de tout vote négatif, y compris parmi les membres permanents, n'est pas un détail technique. Elle signale un isolement croissant des approches qui, hier encore, tentaient de pousser des schémas dépassés. C'est la reconnaissance, au grand jour, qu'une voie pragmatique peut l'emporter sur l'immobilisme.

Fin d'une impasse, début d'un paradigme

Plus de cinquante ans d'un conflit gelé ont figé des générations entières dans l'attente. Cette résolution fait bouger les lignes. Elle appelle les parties à s'engager sans conditions préalables, en prenant explicitement pour base la Proposition d'autonomie du Maroc. Deux messages se détachent clairement du texte :

- Autonomie sous souveraineté : le Conseil entérine que ce plan constitue la voie « faisable » pour parvenir à une solution politique mutuellement acceptable.
- Référendum d'indépendance écarté : la non-référence à une consultation incluant l'option de l'indépendance acte, de facto, l'abandon d'un mécanisme qui avait paralysé le processus.

En d'autres termes, la raison a pris le dessus. Il ne s'agit pas d'un simple ajustement lexicographique, mais d'un véritable changement de cadre.

Un revers pour les adversaires du Maroc

Pour Alger et le Polisario, l'heure est amère. Les tentatives d'amender la résolution pour y réinjecter d'anciens paradigmes n'ont pas prospéré. Le Conseil a préféré la cohérence d'une ligne désormais partagée par une majorité d'États : avancer avec une solution réaliste, opérable et tournée vers

la réconciliation. L'idée que le dossier pouvait rester indéfiniment suspendu aux mêmes impasses s'est étiolée. Le consensus international, lui, s'est affirmé.

Cette séquence est aussi la consécration d'un travail diplomatique de longue haleine. Années après années, le Maroc a entretenu la constance, convaincu par le fond, patient dans la forme. Aujourd'hui, cette constance trouve sa traduction au plus haut niveau multilatéral.

Ce que cela change concrètement

Au delà du symbole, la résolution redessine le terrain de jeu. Pour le Maroc, elle offre un cadre normatif renforcé pour avancer dans la mise en œuvre graduelle de son plan. Pour les autres parties, elle crée une obligation politique : s'asseoir, écouter, proposer — mais sans conditions préalables et dans le respect d'un périmètre désormais clarifié.

Concrètement, cela ouvre la voie à :

- Des discussions focalisées sur des paramètres applicables, plutôt que sur des postures de principe.
- Un calendrier de travail recentré sur l'autonomie comme horizon de compromis.
- Un climat propice à la confiance, indispensable pour aborder les questions sensibles de gouvernance locale, de représentativité et de mécanismes de garantie.

Rien n'est automatique, tout reste à construire — mais la direction est tracée.

Les mots et leur portée

Dans la diplomatie multilatérale, chaque omission compte autant que chaque ajout. La qualification de l'initiative marocaine comme « sérieuse et cré-

dible », répétée de résolution en résolution, prend aujourd'hui une intensité nouvelle à la lumière du vote. À l'inverse, l'absence de référence au référendum d'indépendance n'est pas une simple ellipse : elle ferme une parenthèse qui a longtemps servi de mirage et de prétexte à l'inaction.

Cette avancée ne gomme pas la complexité du terrain ni la charge mémorielle du dossier. Elle propose, toutefois, une grammaire politique lisible, capable de transformer une opposition frontale en négociation utile.

Et maintenant? Le regard tourné vers l'avenir

L'adoption de cette résolution n'est pas une fin ; c'est un commencement. Elle appelle au réalisme, au respect mutuel et à la mise en mouvement. Il s'agit désormais :

- D'installer des mécanismes de dialogue réguliers et productifs.
- De bâtir des passerelles économiques et sociales qui rendent l'autonomie tangible pour les populations.
- D'ancrer, au quotidien, une culture de confiance et de responsabilité partagée.

Le Maroc, conforté par ce signal fort, dispose d'une fenêtre d'opportunité pour accélérer la consolidation de son projet, associer les acteurs locaux, et donner de la chair aux principes. Aux autres parties, le message est clair : tourner la page des querelles stériles, choisir la construction plutôt que le blocage.

Le Conseil de sécurité a fixé un cap. À présent, c'est l'action qui fera la différence !



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke
© Les Éditions Maghreb Canada



Un mois au Maghreb...



SPÉCIAL MAROC

Sahara ... La marche vers l'Humain



Par Abderrafie Hamdi

Il arrive des moments où un pays ne se contente plus de consolider une victoire diplomatique : il la transforme en horizon moral et politique. La réaction du Maroc au dernier Conseil de sécurité en est l'illustration la plus éloquente.

La résolution 2797 n'est pas qu'un jalon institutionnel sur un dossier complexe, mais l'aboutissement d'un cap stratégique constant, patient, assumé. Pourtant, l'essentiel n'était pas dans le texte onusien, mais dans le discours royal qui l'a suivi. Un discours qui ne célèbre pas l'avantage remporté, mais qui ouvre le champ de la réconciliation et de la régénération nationale.

Ce moment aurait pu être celui de l'exaltation ou de la posture de force

Il fut, au contraire, celui de la maturité d'État. Car au cœur de ce discours, une adresse singulière résonne : l'appel de Sa Majesté le Roi aux Marocains des camps de Tindouf. Non pas comme « citoyens » lointains, ni comme « sujets » perdus dans l'histoire — mais comme frè-

res. Ce mot, choisi avec précision, n'est pas anodin. Il efface les hiérarchies implicites, refuse la verticalité du pouvoir, et ramène la nation à sa définition la plus profonde : une communauté de destin, et non un contrat circonstanciel. Immédiatement après, SM le Roi rappelle un principe cardinal : Tous les Marocains sont égaux.

Deux mots suffisent à redéfinir une phase politique : frères – égaux. En un geste, la souveraineté se double d'humanité, et l'autorité devient inclusion. Ce n'est pas une frontière que l'on ouvre, mais une maison que l'on ré-ouvre. Ce n'est pas un retour négocié : c'est un droit retrouvé. L'histoire contemporaine nous a appris que seules les nations sûres d'elles-mêmes peuvent accueillir

sans crainte. L'Allemagne réunifiée, le Rwanda réconcilié — trois contextes différents, une leçon commune : le futur appartient à ceux qui n'utilisent pas le passé comme prison, mais comme enseignement.

En affirmant que nul ne revient vaincu, jugé ou redevable, le Maroc se positionne parmi les États qui choisissent la dignité comme principe structurant, et la confiance comme moteur politique. La souveraineté ne s'exprime pas ici par la force, mais par la confiance — cette forme suprême de puissance. Comme le rappelait Ibn Khaldoun, « la patrie est là où l'homme se sent en sécurité ».

Aujourd'hui, le Maroc ajoute une dimension essentielle : la patrie est aussi là où l'homme revient sans

être déclassé, sans être suspecté, sans être assigné à une appartenance conditionnelle. Le Maroc ne revendique pas sa victoire. Il accueille son avenir.

Cinquante ans après la Marche Verte, qui réunissait l'espace, voici l'heure d'une nouvelle marche — celle qui rassemble les êtres. L'une libérait la terre ; l'autre réunit les cœurs. Et dans un monde fragmenté, crispé, souvent captif de ses rancœurs, ce choix n'est pas seulement politique : il est civilisationnel. Car, comme l'écrivait Gibran : La patrie n'est pas un sol qu'on laboure, mais une âme qui nous habite. Certains pays gagnent des territoires. D'autres gagnent des hommes. Le Maroc, aujourd'hui, choisit de gagner les deux



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke
© Les Éditions Maghreb Canada



MAROC

Au sujet de l'Institut Africain de Recherche en Agriculture Durable (ASARI) de Laayoune



L'Institut Africain de Recherche en Agriculture Durable (ASARI) à Laâyoune, relevant de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), concentre ses activités sur l'innovation agricole face aux défis du changement climatique, illustrant l'engagement du Maroc en faveur de pratiques durables et de la résilience environnementale.

Opérationnel depuis février 2020, l'ASARI se positionne comme un centre de recherche de pointe, dédié au renforcement des capacités des agriculteurs africains et de ceux des provinces du Sud du Royaume pour leur permettre de relever les défis économiques, environnementaux et climatiques auxquels ils sont confrontés.

Dans une déclaration à la MAP, le directeur de l'Institut, Lamfeddal Kouisni, a indiqué que cinq programmes de recherche sont déployés, en phase avec les besoins et les spécificités de la région, à savoir l'agriculture dans les milieux arides et les zones marginales, la

bioaffinerie et la bioénergie, la valorisation de la chaîne de valeur animale, la gestion durable de l'eau et de l'énergie, ainsi que la culture et la valorisation des microalgues et des macroalgues.

Sur le plan scientifique, ASARI a déjà développé trois brevets à fort potentiel industriel, tandis que d'autres sont en cours de finalisation, a-t-il relevé.

Le premier brevet concerne une méthode novatrice d'extraction de biomolécules actives à partir de plantes aromatiques et médicinales du désert, permettant une amélioration notable de la qualité et du rendement des extraits, a-t-il dit, notant que le deuxième porte sur un bioréacteur hybride innovant, conçu pour produire biofertilisants et bioénergie à partir de diverses sources de biomasse.

Quant au troisième, il concerne la production d'un biopesticide à base d'algues rouges, efficace contre la cochenille, un parasite ayant ravagé des milliers d'hectares de cactus au Maroc, a

détaillé M. Kouisni.

Il a également fait observer que l'Institut met à la disposition des agriculteurs des plantes alternatives résistantes à la sécheresse et à la salinité, notamment le Blue Panicum, une espèce fourragère constituant une alternative économique viable pour les agriculteurs et éleveurs de la région.

Dans cette optique, un programme de démonstrations a été lancé au sein des plateformes agricoles, offrant aux exploitants l'opportunité d'observer directement les résultats des recherches et d'échanger avec les scientifiques.

Par ailleurs, une serre de recherche et développement sophistiquée a été installée au sein de l'Institut, afin de permettre aux chercheurs de tester leurs cultures et leurs bonnes pratiques sous des conditions contrôlées de température, d'humidité et de lumière, a-t-il fait savoir.

Cette infrastructure de pointe, première du genre au Maroc, permet aux chercheurs d'accélérer le passage du labora-

toire vers les champs agricoles, afin de valider les résultats à plus grande échelle et de préparer l'étape de l'industrialisation des concepts développés, a-t-il précisé.

De son côté, Dennis Ashilenge, professeur assistant originaire du Kenya à l'ASARI, a indiqué avoir mené depuis quatre ans des travaux sur les cultures et les sciences du sol. Ses recherches portent sur l'agroécologie, une approche innovante de l'agriculture durable qui valorise les services écosystémiques rendus par les cultures et approfondit la relation bénéfique entre le sol et les plantes.

"Notre mission consiste à bâtir un modèle de recherche appliquée adapté aux conditions de salinité et d'aridité extrêmes", a-t-il expliqué, ajoutant que l'Institut développe des cultures tolérantes à la salinité tout en promouvant des systèmes de culture résilients.

"Nous utilisons des méthodes innovantes d'amendement du sol, destinées à renforcer sa fertilité et sa vie biologique, afin de garantir une production performante et respectueuse de l'environnement", a-t-il poursuivi.

Selon lui, le Maroc tirera un bénéfice direct de la valorisation de ses terres arides grâce à la diffusion de ces technologies et au renforcement des capacités locales, avec pour ambition de les étendre à d'autres régions africaines confrontées à des contraintes agroécologiques similaires.

Parallèlement à ses programmes de recherche ambitieux, les 32 chercheurs de l'ASARI, dont sept sont étrangers, collaborent étroitement avec les agriculteurs et les communautés locales afin de mieux maîtriser les ressources naturelles, d'améliorer durablement les moyens de subsistance et de contribuer activement au développement agricole à travers des solutions innovantes et pérennes.

Maghreb Arabe Presse (MAP)



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

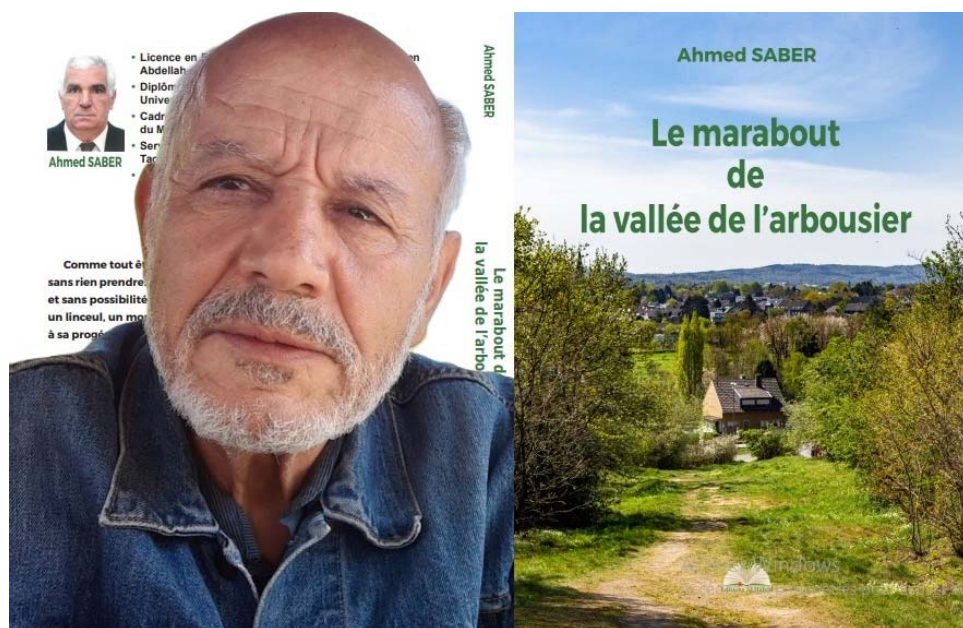
Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke
© Les Éditions Maghreb Canada



VIENT DE PARAÎTRE

“Le roman est l’histoire des hommes et l’histoire le roman des rois”

Par **Abderrahman El Fouladi**

Alphonse Daudet disait que “le roman est l’histoire des hommes et l’histoire le roman des rois”. Et c’est l’Histoire de ces hommes, se croyant “plus intelligents et plus courageux que les autres hommes” qu’Ahmed Saber met en exergue à travers le vécu imaginaire de Thami; une icône, un « élément canonique » d’une classe de marocains sous l’occupation française cherchant à s’enrichir à tout prix.

Pour échapper à la précarité, Thami opte pour l’occupation et l’exploitation d’une terra nullius agricole sachant sans doute que dans le droit coutumier marocain d’antan, celui qui occupe de bonne foi, et sans contestation aucune, un bien immobilier durant 10 ans en devient le propriétaire. Or Thami décide de passer à l’action au milieu des années 1930 et le colonisateur français est en train de dicter d’autres lois qui vont à l’encontre de la volonté du peuple marocain, contre ses coutumes et contre ses traditions... Ce qui ne décourage nullement Thami qui décide alors de donner à son projet un goût de “guerre sainte” contre l’occupant. Et c’est dans le labyrinthe des pensées et des décisions de ce pauvre paysan analphabète, refusant d’admettre que la pauvreté soit une fatalité, qu’Ahmed Saber embarque le lecteur...

Certains pourraient se demander, en savourant le contenu de ce récit, qui relève plus du réel que de la fiction, “Comment l’auteur, diplomate de carrière, pourrait-il en savoir autant, et avec moult détails, sur le monde rural alors qu’il est de Fès, la Ville par ex-

cellence que les “3rtoubis” (campagnards) méprisent et que certains “fassi” la leur rendent avec morgue et dédain ?

Ahmed Saber annonce la couleur dès les premières pages de son roman : Si la fatalité a voulu qu’il naisse à Fès, au crépuscule de l’occupation française du Maroc, sa famille, quant à elle, est originaire de la campagne dont la population servait de bouclier pour défendre la prestigieuse ville de Fès; jadis capitale du Royaume, mais depuis lors symbole “éternel” d’une civilisation marocaine séculaire!

Et ce fut ainsi qu’Ahmed Saber eut goûté à l’amertume du clivage “Citadin-Campagnard” que l’occupant, paraît-il, encourageait en catimini. Mais cette sorte de ségrégation est devenue chez bon nombre de 3roubi un catalyseur qui a développé chez eux la volonté d’en finir avec la misère certes, mais aussi avec la morgue et le snobisme des citadins. Et c’est ainsi que l’école est devenue une bouée de sauvetage et un tremplin pour les démunis vers un avenir meilleur.

Et c’est ainsi qu’Ahmed Saber, qui était né à la ferme expérimentale d’Ain Kadouss de Fès, au sein d’une famille d’ouvriers agricoles ayant immigré de la plaine de Sais, a terminé ses études primaires et secondaires dans cette ville, a décroché un bac en Sciences économiques au Lycée Moulay lycée moulay Slimane, une licence en économie à l’université Sidi Mohamed ben Abdellah (Fès) et un Diplôme des Études Supérieures (DES) en Économie à l’université Mohammed V de Rabat.

Il entame ensuite sa carrière professionnelle en 1982, d’abord par son

Service civil au ministère de l’Intérieur (Province de Taounate, 1982), pour la poursuivre comme Cadre supérieur au ministère des affaires étrangères, et ce, jusqu’à son départ à la retraite en 2014.

Tout au long de sa carrière diplomatique, Ahmed Saber fut second de l’ambassadeur et conseiller économique à l’ambassade du Maroc à quatre reprises : À Doha (Qatar), à Moscou (Russie), à Ottawa (Canada) et à Berlin (Allemagne), ceci sans parler de ses différentes affectations, au sein du ministère des affaires étrangères, en tant que chef de service; dont celle de chef de Service « des droits de l’Homme » à la Direction des Nations Unies (2005-2008) .

Ce fut durant son affectation dans la capitale canadienne (septembre 2001-septembre 2005) que j’ai eu le plaisir de côtoyer cet homme qui a su faire cohabiter en lui le diplomate avec l’homme qui n’a pas “sa langue dans sa poche”.

Il était, en ces temps-ci, le second de l’Ambassadeur de Sa Majesté le Roi au Canada, feu Abdelkader Lecheheb. Et j’ai eu le privilège de connaître de près les deux diplomates aguerris, mais aussi les deux passionnés de foot qui n’hésitaient pas à “taper” sur le ballon rond quand l’occasion se présentait.

Intrigué, j’avais osé poser une question, sur cette passion commune aux deux hommes, à feu Abdelkader Lecheheb qui, rappelons-le, fut parmi les Grands du foot marocain. Loin de se dérober, feu Lecheheb me répondit : “Si je croise des jeunes en train de jouer au Soccer à Montréal, et si j’y vois un intérêt pour le label Maroc, je me joindrais sans hésiter à eux”. Repose en Paix Excellence !

Inutile de souligner que ce sont de tels hommes, comme feu Lecheheb et comme Ahmed Saber, qui surent, et avec brio, assurer la transition entre un “Maroc des années de plomb” et un “Maroc de l’Instance Équité et Réconciliation (IER)”!

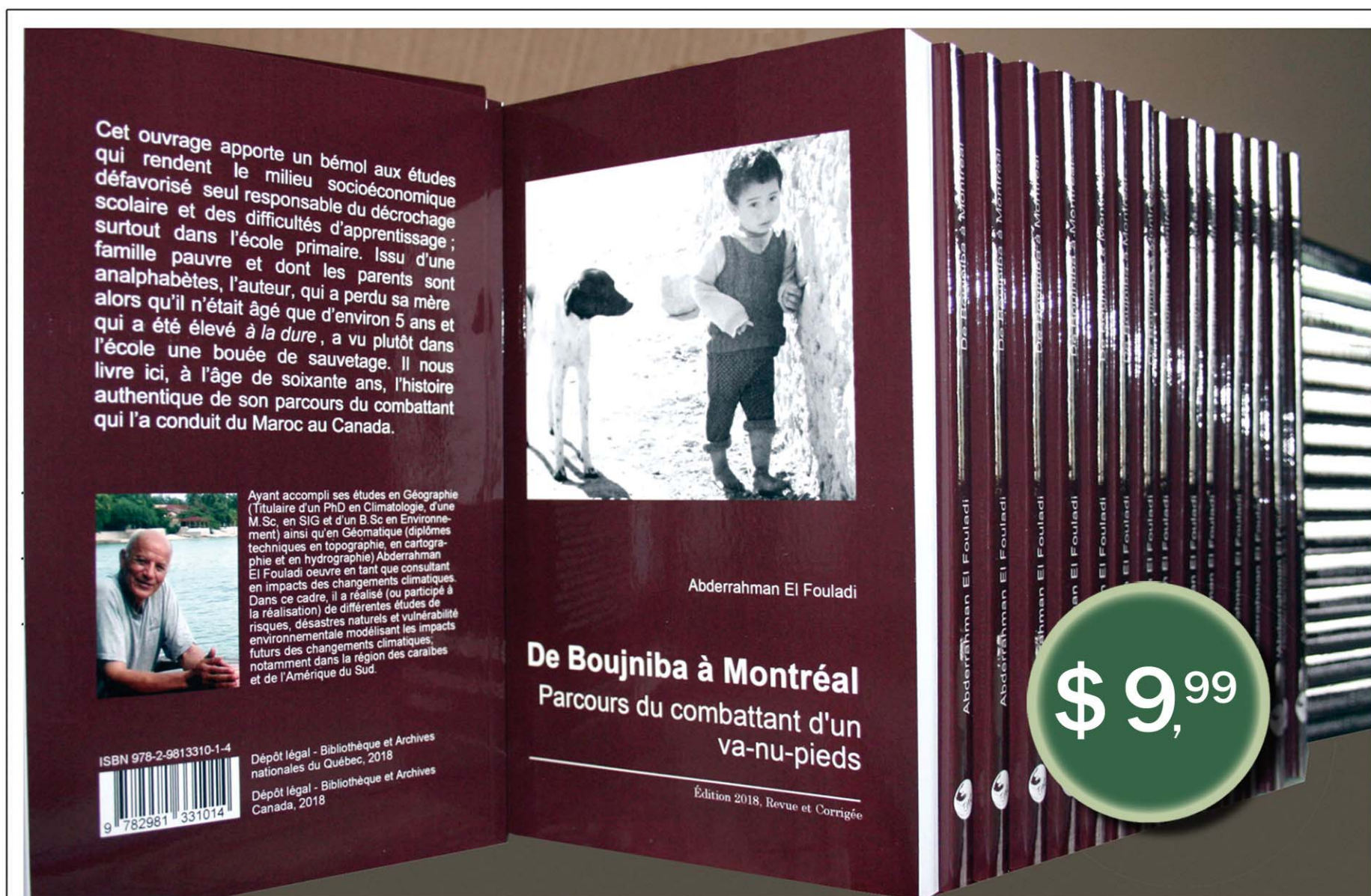
Plus tard, et après son départ à la retraite, notre lectorat de “Maghreb Canada Express” a pu apprécier la qualité de la plume d’Ahmed Saber qui taille dans la réalité politique marocaine tel le scalpel, d’un chirurgien hors normes, dans le corps d’un patient, et ce, à travers des chroniques percutantes; comme celle où il qualifia le Rassemblement national des indépendants (RNI) de “parti des ri-

ches qui convoite les voix des pauvres” (mars 2018) ou quand il critique le gouvernement dirigé par le Parti de la Justice et le développement (PJD) et je cite : “Les ridicules sorties médiatiques, les réactions nauséabondes de certains ministres à des questions d’actualité brûlante et le comportement inapproprié de certains membres du gouvernement sont des exemples qui prouvent et confirment qu’au Maroc les critères de choix des ministres n’ont aucun rapport avec la compétence et le souci de servir l’intérêt général, l’intérêt de toutes les couches sociales” (juin 2018)

J’ai retrouvé le même style franc et sans détour d’Ahmed Saber en parcourant son Roman “Le marabout de la vallée des arbousiers” et je n’ai pas pu m’empêcher de lui poser des questions quant à la narration de certains faits historiques qui jonchent et enrichissent le récit. Il m’a répondu de tac au tac : “Mon roman n’est pas un ouvrage sur l’histoire ni sur la politique ou la diplomatie. En outre, je ne me permettrais jamais d’écrire pour faire plaisir à autrui ou écrire en pensant aux autres spécialisés dans les procès d’intention. J’écris en fonction d’un contexte et en prenant en considération les caractéristiques du personnage. Je ne suis pas un « cheikh d’écriture » qui écrit tout en pensant aux autres, et tout en étant obnubilé par l’avis des autres. Cette façon de procéder pourrait ruiner la plume. L’écriture sans l’auto-censure et sans des références comme contraintes est ma bible. L’écriture devrait être le domaine des hommes libres mais sans méchanceté”

Ce serait ainsi que devrait penser, parler et écrire ceux et celles issus de cette génération, à cheval sur le Maroc colonisé et celui indépendant. C’est un devoir; leur devoir de mémoire que des gens comme Ahmed Saber ont assumé, et ce, en choisissant la fiction pour mieux raconter l’amer réalité d’une population sous le joug du colonialisme français, déguisé en protectorat, durant de longues années ou la morale avait flirté avec l’immoral et où le patriotisme se laissa, quelquefois, séduire par la trahison.

Merci mon ami pour ce témoignage qui souligne, si besoin en est, que la Réalité dépasse souvent, et de loin, la fiction.



De Boujniba à Montréal

"Un bras de fer entre un enfant et son destin"

Commandez votre copie dédiée

Tél. 514-576-9067

courriel : contact@elfouladi.com

Paiement : Virement interac ou chèque

Livraison gratuite au Canada

